



Rapport n°2 : Compte financier 2018 – rapport de présentation de l’ordonnateur

Rapporteur (s) :	Luc Johann, Administrateur provisoire
Service – personnel référent	André Pierre, directeur général des services Audrey Debiez, chargée du budget
Séance du Conseil d’administration	21 mars 2019

- Pour délibération
- Pour échange/débat, orientations, avis
- Pour information
- Autre



▪ SOMMAIRE ▪

Rapport de présentation de l'ordonnateur	page 3
Tableau 1 ▪ tableau des emplois présenté par l'établissement (pour vote)	page 5
Tableau 2 ▪ autorisations budgétaires (pour vote)	page 12
Tableau 3 ▪ dépenses par destination et recettes par origine (pour information)	page 16
Tableau 4 ▪ équilibre financier (pour vote)	page 18
Tableau 5 ▪ opérations pour le compte de tiers (pour information)	page 19
Tableau 6 ▪ situation patrimoniale (pour vote)	page 20
Tableau 7 ▪ plan de trésorerie (pour information)	page 23
Tableau 8 ▪ opérations liées aux recettes fléchées (pour information)	page 25
Tableau 11 Retraçant les moyens des unités mixtes de recherche (sans objet)	page 26
Tableau de synthèse budgétaire et comptable (pour information)	page 27
CONCLUSION ET PROJET DE DELIBERATION	page 28

Rapport de présentation de l'ordonnateur

Compte financier 2018

Le rapport sur le compte financier contient deux parties. La première rend compte de la gestion de l'Établissement et la seconde analyse ses données financières.

Le **compte rendu de gestion**, est réalisé et présenté par l'ordonnateur. Il rend compte de l'exécution budgétaire en regard du budget adopté et éventuellement modifié par le conseil d'administration. Il explicite notamment les différences entre les prévisions budgétaires et leur exécution, par service, par domaine et/ou activité.

L'**agent comptable** informe le conseil d'administration de l'état du patrimoine, des stocks, des créances, des reliquats de subventions. Il présente et explique les différents indicateurs financiers mentionnés ci-dessus. L'analyse des données financières s'effectue notamment à partir du résultat et de la capacité d'autofinancement. Elle est présentée par l'agent comptable qui explique, notamment en fonction de la composition du fonds de roulement (stock, provisions, besoins de trésorerie, etc.), la marge dont dispose l'établissement pour financer des actions sur fonds propres.


Le compte financier reflète donc l'exécution du budget arrêté au 31 décembre. En 2018, un seul budget a été voté à UBFC : c'est le budget initial 2018 voté le 24 janvier 2018. Il n'y a pas eu de budget rectificatif en cours d'exercice.

L'exercice 2018 est le second en mode GBCP conduisant à un budget décliné non seulement en droits constatés mais aussi en encaissements et décaissements.

En application des articles R. 719-51 et R. 719-54 du code de l'éducation, les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche sont soumis à la présentation des tableaux budgétaires tant pour l'élaboration, la présentation et l'exécution de leur budget.

L'arrêté du 18 décembre 2015 relatif aux tableaux budgétaires applicables aux EPSCP rappelle que ces tableaux budgétaires doivent être **soumis au vote** de l'organe délibérant à l'occasion du compte financier :

- le tableau des emplois (tableau 1). Il présente les emplois par catégories et par types de financements ;
- le tableau des autorisations budgétaires (tableau 2). Il distingue les recettes réalisées et, au sein d'enveloppes limitatives par nature, les dépenses en autorisations d'engagement et en crédits de paiement et permet de mettre en évidence le solde budgétaire de l'exercice ;
- le tableau d'équilibre financier (tableau 4). Il comprend, d'un côté les besoins de financements, de l'autre les financements ;
- le tableau de situation patrimoniale (tableau 6). Il comprend le compte de résultat prévisionnel, le calcul de la capacité d'autofinancement, et l'état prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés ;

- 
- le tableau des opérations pluriannuelles (tableau 9). Il complète le tableau des autorisations budgétaires en intégrant les prévisions de recettes et de dépenses sur les exercices futurs. Pour 2018, ce tableau ne peut pas être produit.

Les **tableaux présentés pour information** de l'organe délibérant sont les suivants :

- le tableau des dépenses par destination et recettes par origine (tableau 3). Par son niveau de détail, il a vocation à compléter le tableau des autorisations budgétaires ;
- le tableau des opérations pour compte de tiers (tableau 5). Il retrace les opérations traitées en comptabilité générale en comptes de tiers ;
- le tableau présentant le plan de trésorerie (tableau 7). Il permet d'évaluer le montant mensuel des encaissements et décaissements prévisionnels et le solde de trésorerie en fin de mois ;
- le tableau des opérations liées aux recettes fléchées (tableau 8). Il permet le suivi des opérations liées à ces recettes en retraçant l'exécution passée et prévisionnelle des encaissements et des décaissements s'y rattachant ;
- le tableau retraçant les moyens des unités mixtes de recherche (tableau 11). Il se décline par enveloppe et par type de financement. Les moyens sont renseignés en droits constatés et en équivalent temps plein travaillé (ETPT) pour la partie « emplois ». Ici UBFC n'est pas concerné par ce tableau.

1- TABLEAU DES EMPLOIS

Les emplois exprimés en **équivalents temps plein (ETP)** prennent en compte la quotité travaillée des agents.

Les emplois exprimés en **équivalents temps plein travaillés (ETPT)** prennent en compte la quotité travaillée des agents et leur période d'activité sur l'année.

Tableau 1
Tableau des emplois présenté par l'établissement

Compte financier			Emplois sous plafond Etat compte financier 2017	Emplois sous plafond Etat Budget Initial 2018	Emplois sous plafond Etat compte financier 2018	Emplois hors SCSP compte financier 2017	Emplois hors SCSP Budget Initial 2018	Emplois hors SCSP compte financier 2018	Global compte financier 2017	Global Budget Initial 2018	Global compte financier 2018
Catégories d'emplois	Nature des emplois		En ETPT	En ETPT	En ETPT	En ETPT	En ETPT	En ETPT	En ETPT	En ETPT	En ETPT
	Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires				-	-	-	-	-
CDI											
Non permanents		CDD				4,90	102,83	53,01	4,90	102,83	53,01
S/total EC			-	-	-	4,90	102,83	53,01	4,90	102,83	53,01
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS									-	-	-
BIATSS	Permanents	Titulaires							-	-	-
		CDI							-	-	-
	Non permanents	CDD	0,50	1,00	1,00	6,13	24,76	19,28	6,63	25,76	20,28
S/total Biatss			0,50	1,00	1,00	6,13	24,76	19,28	6,63	25,76	20,28
Totaux			0,50	1,00	1,00	11,03	127,59	72,29	11,53	128,59	73,29
			(3) Titre II inclus						(4) Plafond global des emplois voté par le CA		
Plafond emplois fixé par l'Etat T III			1	1	1						
Plafond emplois fixé par l'Etat T II			30	30	30						

Lors du **budget initial 2018** (BI 2018), il était prévu 1 emploi ETPT sous plafond État et 127,59 ETPT financés sur ressources propres, soit un **plafond global de 128,59 emplois ETPT**.

Le **compte financier 2018** fait état de 1 ETPT sous plafond État et 72,29 ETPT financés sur ressources propres, soit un **plafond global de 73,29 emplois ETPT au 31/12/2018**. On recense 137,5 agents ETP présents au 31/12/2018 (personnel recruté par UBFC sur ressources propres).

Globalement les 73,29 ETPT respectent le plafond d'emplois UBFC de 128,59 ETPT (BI 2018).



Les emplois sous plafond État

Pour mémoire, en 2017, un seul emploi ETPT sous plafond État a été notifié à UBFC. Il correspond à une création au titre de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) Expérimentations Pilotes Formation tout au long de la vie. Cet emploi est accompagné de 60 418 € de crédits de masse salariale transférés à 50 % à l'UTBM et 50 % à AgroSup Dijon.

Les emplois financés hors Subvention pour Charge de Service Public (SCSP)

Les emplois financés sur les ressources propres de l'établissement hors SCSP sont de 53,01 ETPT doctorants et 19,28 ETPT BIATSS, soit un total de 72,29 ETPT au 31/12/2018.

■ Emplois doctorants

Le BI 2018 prévoyait 102,83 ETPT doctorants répartis entre les financements Région et les financements sur projets de recherche.

Les 53,01 ETPT doctorants correspondent à la moyenne sur l'année 2018 des 111 doctorants financés par UBFC. On dénombre 18 doctorants financés sur des projets ANR, 32 doctorants financés sur des projets ISITE-BFC, 1 doctorante sur un projet industriel (AFOSR), 4 doctorants financés sur des projets H2020, 38 contrats doctoraux Région, 14 contrats doctoraux Jeunes Chercheurs Entrepreneurs et 4 doctorants financés sur le projet EUR-EIPHI.

■ Emplois BIATSS

24,76 emplois non permanents ETPT BIATSS figuraient au BI 2018.

En 2018, la moyenne annuelle des emplois BIATSS non permanents est de 19,28 ETPT, représentant 26,6 ETP recensés au 31/12/2018. Parmi eux, on peut noter 1,9 ETP en renfort pour les affaires générales, 9 ETP en renfort administratif à ISITE-BFC pour la coordination du projet et 9,9 ETP recrutés sur les projets de recherche ISITE-BFC, 5,8 ETP rémunérés sur les autres projets de recherche (1 ETP EUR-EIPHI, 2 ETP NCU-RITM, 1,5 ETP H2020, 1,3 ETP Pôle Santé Fin de Vie).

ANALYSE DE LA MASSE SALARIALE

En GBCP, les autorisations d'engagement (AE) sont égales aux crédits de paiement (CP). Par conséquent, les AE et les CP devraient être analysés indistinctement.

Toutefois, il est à noter des rémunérations à des intermittents du spectacle pour des événements UBFC (Nuit des Chercheurs, Ma Thèse en 180 jours et l'Atelier Pépite), hors processus Paie mais via des bons de commande qui ont donné lieu à un décalage temporel de paiement. L'analyse ci-dessous tient compte des bons de commande payés (pour certains, le paiement a été donc reporté en 2019). Le montant de ces bons de commandes imputables à du personnel est de 3 057 € en AE et 1 997 € en CP ; 1 060 € de CP de personnel sont donc imputables à l'exercice 2019.

Comparaison avec le BI 2018

Le taux d'exécution des autorisations budgétaires en personnel est de **64 %** entre le BI 2018 et l'exécuté 2018 : les autorisations d'engagement en crédits de personnel s'élèvent à **3 024 093 €** au 31/12/2018, soit 1 673 997 € en deçà de ce qui était prévu au budget initial (4 698 092 €).

Les tableaux ci-dessous permettent d'apprécier par catégorie de personnel et par type de projet l'exécution de la masse salariale rapportée à la prévision initiale.

✓ Masse salariale des doctorants et des BIATSS

	2018		
	Budget Initial	Exécution	Taux d'exécution
Doctorants			
FORMATION			
↳ NCU-RITM	276 700	-	0,00%
PÔLES MEDICAUX			
↳ ETAT - Santé Fin de Vie			
↳ ETAT - Pôle Santé Publique			
RECHERCHE			
↳ AFOSR USA	35 943	35 796	99,59%
↳ ANR	542 067	312 163	57,59%
↳ CONTRATS DOCTORAUX JCE	198 826	262 489	132,02%
↳ CONTRATS DOCTORAUX REGION	1 216 781	754 348	62,00%
↳ EUR-EIPHI	330 039	30 133	9,13%
↳ H2020	411 985	80 714	19,59%
↳ ISITE	620 263	611 683	98,62%
SERVICES GÉNÉRAUX			
↳ SIEGE UBFC			
TOTAL DOCTORANTS	3 632 604	2 087 326	57,46%
BIATSS			
FORMATION			
↳ NCU-RITM	143 197	31 450	21,96%
PÔLES MEDICAUX			
↳ ETAT - Santé Fin de Vie		35 410	
↳ ETAT - Pôle Santé Publique		14 949	
RECHERCHE			
↳ AFOSR USA			
↳ ANR		22 621	
↳ CONTRATS DOCTORAUX JCE			
↳ CONTRATS DOCTORAUX REGION			
↳ EUR-EIPHI		40 272	
↳ H2020	35 533	34 368	96,72%
↳ ISITE	587 466	565 254	96,22%
SERVICES GÉNÉRAUX			
↳ SIEGE UBFC	124 729	77 474	62,11%
TOTAL BIATSS	890 925	821 798	92,24%

Le taux d'exécution concernant les personnels BIATSS est de 92 % contre 57 % pour les doctorants avec respectivement des exécutions de 2 087 326 € et 821 798 € pour ces catégories d'emplois.



L'écart entre le prévisionnel et l'exécuté s'explique par :

- la prise en charge de projets non prévus tels que le Pôle Santé Publique et le Pôle Santé Fin de Vie ;
- le manque de visibilité sur la gestion opérationnelle de nouveaux projets démarrés en 2018 comme NCU-RITM (projet démarré au 4^{ème} trimestre avec le recrutement de 2 personnels pour l'animation et la gestion administrative et financière du projet) ou EUR-EIPHI (projet démarré à la fin du 1^{er} semestre 2018 avec le recrutement de 2 personnels pour le pilotage opérationnel du projet) ;
- le manque de visibilité sur les montants des projets obtenus et leur répartition par nature de la vague 2 des appels à projets ANR (Hors PIA 3) et projets H2020 ;

La liste quasi définitive des projets ANR lauréats est connue en juillet de chaque année par UBFC mais les dotations financières peuvent évoluer (à la baisse ou à la hausse) jusqu'en octobre, période de contractualisation avec l'ANR.

- le manque de visibilité sur la vague 2 (2018-2019) des contrats doctoraux Région et les éventuels désistements de candidats ;

Les conventions d'attribution de bourses doctorales par la Région étant obligatoirement nominatives, si les candidats à la thèse se désistent quelle que soit la raison, il n'est pas possible d'attribuer la dotation à un autre candidat potentiel. La bourse doctorale est par conséquent perdue pour UBFC.

- le report dans le temps des recrutements prévus sur les projets de recherche lancés en 2017 (ANR et H2020).

Les projets étant pluriannuels (de 36 à 48 mois pour les ANR, 48 pour les H2020), les recrutements de personnels contractuels peuvent intervenir dans les 6 mois ou 1 an après la date de démarrage du projet (en fonction des besoins du projet et selon les périodes les plus propices aux recrutements de doctorants, post-doctorants ou ingénieurs).

On notera un taux d'exécution élevé pour le projet ISITE BFC à plus de 96 % tant pour les personnels doctorants que pour les personnels administratifs.

✓ Indemnités diverses

Concernant les indemnités diverses qui ont été versées (vacations, primes, etc.), le taux d'exécution de cette enveloppe est de 66 % avec 114 970 AE exécutées contre 174 561 € AE prévues (voir tableau ci-dessous).

La différence d'exécution s'explique par :

- les rémunérations d'heures d'enseignement pour les ED, qui, au lieu d'être versées en majeure partie en crédits de personnel, ont été versés alors en crédits de fonctionnement sous la forme de reversements aux établissements ;
- le report en 2019 de la rémunération de la responsable Pépite, initialement prévue en 2018 (régularisations du paiement des primes et de ses vacances 2016 à 2018) ;
- le report en 2019 du paiement des primes de responsables des pôles thématiques (année scolaire 2018-2019) ;
- la rémunération à la baisse des indemnités des responsables ED suite à des décharges de service ;
- un trop perçu versé à un agent bénéficiant d'une PCA en tant que VP ;

- des vacances sur projets de recherche (indemnités ne décomptant pas d'emplois) non prévues comme telles initialement.

	2018		
	Budget Initial	Exécution	Taux d'exécution
INDEMNITÉS DIVERSES			
FORMATION			
↳ Vacances ED	53 960	20 063	37,18%
↳ Vacances et PCA Pépite	16 709	1 233	7,38%
↳ Indemnités 7 Pôles Thématiques	14 700		0,00%
↳ PCA Directeurs ED	37 751	17 880	47,36%
RECHERCHE			
↳ PCA ISITE		6 183	
↳ Vacances H2020		897	
SERVICES GÉNÉRAUX			
↳ Compléments indemnitaires	7 045	11 335	160,89%
↳ PCA VP	44 396	57 379	129,24%
TOTAL INDEMNITÉS DIVERSES	174 561	114 970	65,86%

✓ Total Masse salariale

	2018		
	Budget Initial	Exécution	Taux d'exécution
TOTAL MASSE SALARIALE	4 698 092	3 024 093	64,37%

Comparaison avec le compte financier 2017

La comparaison entre 2016 et 2017 montrait la forte montée en puissance d'UBFC. 2018 poursuit cette tendance. En effet, entre 2017 et 2018, les autorisations de crédits de personnel ont été multipliées par 5, passant de 563 741 € en 2017 à 3 024 093 € en 2018.

2018 est la 1^{ère} année d'exécution en année pleine des projets de recherche vague 1 ayant démarré en 2017 pour ISITE-BFC et les contrats doctoraux Région 2017-2018. Courant 2018, les projets ANR et H2020 lauréats en 2017 ont réellement démarrés en 2018.

Perspectives avec les prévisions 2019

Pour 2019, UBFC a prévu des autorisations d'engagement en crédits de personnel à hauteur de 9 199 301 €, soit une multiplication par 3 des montants exécutés en 2018 et par 16 des montants de 2017 (rappel : 563 741 € d'AE en crédits de personnel en 2017).

2019 devrait permettre de consolider la mise en œuvre des projets de recherche, d'autant plus que la première échéance de finalisation de certains se rapproche (2020 pour les contrats ISITE-BFC), et l'obtention de premiers projets FEDER, pour lesquels une avance de trésorerie devra être assurée par UBFC sur les crédits ISITE.

2019 sera marquée par le lancement des projets de recherche ISITE phase 3 (projets émergents, projets conjoints industrie, UBFC et international fellowship), le renfort de l'équipe administrative pour le projet NCU-RITM / Pôle de Santé publique / Plateforme Fin de vie, les recrutements non-initiés des projets des phases 1 et 2 ANR et H2020, et la vague 3 des contrats doctoraux et post-doctoraux Région (2019-2020).

INDICATEURS

	2018		
	Budget Initial	Exécution	Taux d'exécution
Doctorants			
Masse salariale	3 632 605	2 087 326	57,46%
ETP	162,00	110,90	
ETPT	102,83	53,01	
<i>Masse salariale / ETPT</i>	<i>35 326</i>	<i>39 376</i>	
BIATSS			
Masse salariale	890 926	821 798	92,24%
ETP	21,90	26,60	
ETPT	24,76	19,28	
<i>Masse salariale / ETPT</i>	<i>35 982</i>	<i>42 624</i>	

La structuration d'UBFC est atypique, puisque les champs d'activité sont en perpétuelle évolution, et il est donc impossible d'avoir un périmètre constant d'analyse et un niveau de comparaison identique (recrutements en cours d'année).

Le coût moyen d'un ETP doctorant (Masse salariale / ETPT) en 2018 est de 39 376 €, soit 5 840 € de moins que le coût moyen en 2017 (45 217 €). Rapporté au coût standard d'un doctorant (30 k€ annuel), il convient de préciser que la différence s'explique par des rappels de salaires payés en 2018 sur des recrutements initiés en 2017 et pour lesquels les paiements ont été décalés à l'année suivante, pour des raisons principalement administratives. Il y a également lieu de prendre en compte le fait que la rémunération des chercheurs post-doctorants, dont le coût moyen est supérieur à celui d'un doctorant, est incluse dans cette moyenne.

Le coût moyen d'un ETP BIATSS en 2018 est de 42 624 €, soit 2 187 € de moins que le coût moyen en 2017 (44 811 €). Ce coût est corrélé avec l'augmentation du nombre de recrutement sur des projets de recherche sur des postes de niveau inférieur à la catégorie d'emplois d'IGR.



	2018		
	Budget Initial	Exécution	Taux d'exécution
TOTAL EMPLOIS (hors Emplois sous plafond)			
Masse salariale (hors indemnitaire)	4 523 531	2 909 124	64,31%
ETP	183,90	137,50	
ETPT	127,59	72,29	
<i>Masse salariale / ETPT</i>	<i>35 454</i>	<i>40 242</i>	
Masse salariale (indemnitaire inclus)	4 698 092	3 024 093	64,37%
ETP	183,90	137,50	
ETPT	127,59	72,29	
<i>Masse salariale / ETPT</i>	<i>36 822</i>	<i>41 833</i>	

Le tableau ci-dessus calcule le rapport entre les ETPT et la masse salariale UBFC incluant ou non les rémunérations indemnitaires versées à des personnels dont la rémunération principale n'est pas prise en charge par UBFC et qui donc ne participent pas au décompte des emplois.

Le coût moyen d'un ETPT en 2018 est de 41 833 € (masse salariale globale UBFC). En excluant les indemnités, le coût moyen est ramené à 40 242 €.

Il est important de souligner que l'effectif ETPT présenté ci-dessus ne tient pas compte de l'emploi sous plafond qui est reversé sous forme de crédits de fonctionnement à l'UTBM et AgroSup.


2- TABLEAU DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES

Tableau 2
Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire *

Dépenses (€)							Recettes (€)			
	Compte financier 2017		BUDGET INITIAL 2018		Compte financier 2018		Montants des encaissements			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	CFI 2017	BI 2018	CFI 2018	
Personnel	563 741	563 741	4 698 092	4 698 092	3 024 093	3 024 093	874 481	1 236 106	609 371	Recettes globalisées
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>							200 000	60 418	217 000	Subvention pour charges de service public
Personnel général	145 291	145 291	292 360	292 360	184 130	184 130	80 524	0	0	Autres financements de l'État
Personnel I-SITE	231 004	231 004	1 248 677	1 248 677	1 164 351	1 164 351			0	Fiscalité affectée
Autres contrats	187 447	187 447	3 157 055	3 157 055	1 675 612	1 675 612	78 400	643 728	15 000	Autres financements publics
							515 557	531 960	377 371	Recettes propres
Fonctionnement et intervention	1 662 451	1 356 109	10 462 485	10 678 294	2 659 059	2 438 878				
Fonctionnement général	991 196	795 943	1 271 872	1 569 205	1 065 316	1 000 521				
Fonctionnement I-SITE	647 805	542 329	5 741 359	5 798 505	1 155 638	1 083 666				
Fonctionnement autres contrats	23 449	17 837	3 449 253	3 310 584	438 105	354 690				
Investissement	350 828	263 765	2 265 161	2 282 217	680 558	618 546				
Investissement général	117 742	115 205	272 806	303 139	290 294	302 238		4 128 205		Financements de l'Etat fléchés
investissement I-SITE	164 256	94 996	733 016	772 212	290 465	233 113	551 837	13 983 496	13 697 806	Autres financements Etat fléchés ISITE-BFC
Investissement autres contrats	68 830	53 564	1 259 339	1 206 866	99 799	83 196	119 174	2 283 081	4 952 758	Autres financements publics fléchés
								71 996	0	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DÉPENSES	2 577 020	2 183 615	17 425 737	17 658 603	6 363 710	6 081 517	1 545 492	21 702 884	19 259 935	TOTAL DES RECETTES
	A		A		B		C			
Solde budgétaire (excédent)				4 044 281		13 178 418	638 123			Solde budgétaire (déficit)



Ce tableau distingue les prévisions de recettes au sein d'enveloppes limitatives par nature (fonctionnement, masse salariale et investissement), les prévisions de dépenses en autorisations d'engagement et crédits de paiement. Lors de l'établissement du compte financier, ce tableau comporte également les réalisations de l'exercice.

Les autorisations d'engagement constituent la limite maximale des dépenses pouvant être engagées sur l'exercice tandis que les crédits de paiement constituent la limite maximale des dépenses pouvant être payées sur l'exercice.

LES RECETTES

Les encaissements de l'exercice s'élèvent à 19 259 935 € dont 609 371€ concernent des recettes globalisées et 18 650 564 € des recettes fléchées.

✓ Les recettes globalisées

Les recettes globalisées concernent principalement la subvention Etat (SCSP), le reversement de la contribution des EM et les dotations de fonctionnement des collectivités territoriales non fléchées.

Le taux d'exécution des recettes globalisées est de 49,2 %.

La différence d'exécution s'explique principalement par le fait que :

- la contribution encaissée des EM est de 260 000 € sur les 300 000 € prévus ;
- les droits d'inscription des doctorants et HDR prévus n'ont pas fait l'objet d'un rapprochement budgétaire avec les titres de recettes émis. Toutefois, 523 935 € des établissements membres ont déjà été encaissés (inclus dans tableau 7 de Trésorerie).
- A contrario, la SCSP qui n'était pas prévue au BI 2018 a été versée pour un montant de 279 428 € (incluant la dotation de fonctionnement UBFC, la participation au financement de deux demi-postes FTLV pour les établissements, une participation à l'enquête IPDOC et une participation au programme Pépite), dont seulement 217 000 € ont été titrés au 31/12/2018.

Concernant la participation des collectivités au fonctionnement d'UBFC, on notera un montant budgétaire de 60 000 € correspondant à ce qui avait été prévu.

✓ Les recettes fléchées

Le taux d'exécution des recettes fléchées est de 91 %.

Pour ISITE, l'exécution 2018 est sensiblement conforme au prévisionnel 2018 avec un montant budgétaire encaissé de 13 697 806 (13 983 496 € prévus). Le montant encaissé correspond pour partie à 13 664 141 € de l'ANR et 33 665 € de la Région.

Pour les autres financements publics, l'écart entre les recettes encaissées (4 952 758 €) et les prévisions (6 483 282 €), soit 1 530 524 €, s'explique notamment par :

- ✓ Des encaissements surestimés (500 0000 € pour NCU-RITM),
- ✓ Des encaissements qui n'ont pas été concrétisés ou qui n'ont pas fait l'objet d'un rapprochement comptable et budgétaire (740 000 € pour l'EUR-EIPHI, 1 150 000 € en provenance de la Région pour contrats doctoraux, ...) et 900 000 € pour les projets ANR hors PIA 3 ;
- ✓ Des encaissements sous-estimés (1, 4 millions € pour les projets Europe) liés à un meilleur taux de sélection des projets H2020 que ce qui était envisagé.

LES DÉPENSES

Les autorisations d'engagement (AE), les crédits de paiement (CP) et le solde budgétaire

	BUDGET INITIAL 2018		BUDGET EXÉCUTÉ 2018		Taux d'exécution	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
DÉPENSES						
PERSONNEL	4 698 092	4 698 092	3 024 093	3 024 094	64%	64%
FONCTIONNEMENT	10 462 485	10 678 294	2 659 059	2 438 878	25%	23%
INVESTISSEMENT	2 265 161	2 282 217	680 558	618 546	30%	27%
TOTAUX	17 425 737	17 658 603	6 363 710	6 081 517	37%	34%
SOLDE BUDGÉTAIRE		4 044 281,26		13 178 418,12		326%

Il est à noter qu'aucun budget rectificatif n'a été soumis au Conseil d'Administration, qui aurait pu ajuster le budget initial 2018. Un travail de reprévision a été mené en interne et a permis de constater que les disponibilités budgétaires par nature de dépenses permettaient d'assurer le fonctionnement jusqu'à la fin de l'exercice sans budget rectificatif. Par ailleurs, UBFC ne disposait pas des ressources humaines suffisantes pour mettre en œuvre un éventuel budget rectificatif.

Dans ce contexte, le taux d'exécution des dépenses est de 37 % pour les AE et 34 % pour les CP avec des montants respectifs de 6 363 711 € et 6 081 517 € en 2018 (prévus 17 425 737 € d'AE et 17 658 603 € de CP).

Ce qui explique ce faible taux d'exécution tant pour les AE que les CP vient essentiellement d'une surestimation des dépenses qui résulte des effets conjugués :

- ✓ D'un manque de visibilité des projets de recherche au moment de la préparation du budget initial ;
- ✓ D'une vision optimiste des porteurs de projets bien au-delà de leur capacité de mise en œuvre ;
- ✓ D'un démarrage plus tardif des commandes lié à la mise en œuvre de la chaîne de la dépense.

Cette surestimation est difficilement quantifiable mais elle reste néanmoins la principale raison du faible taux de consommation.

Par ailleurs, d'autres phénomènes ont amplifié cette situation :

- ✓ Des prévisions de dépenses qualifiées finalement comme extra-budgétaires et qui n'auraient pas dû être intégrées au budget initial 2018 (versements des masters ISITE BFC – 1,9 M€, taux d'encadrement L3 – 0,5 M€) ;
- ✓ Des actions reportées (masters internationaux conjoints, alumni mentoring) ou annulées (e-education) pour 0,3 M€.

La dynamique des projets UBFC, qui comporte une part significative d'aléas, a conduit à une réalisation sensiblement différente de ce qui était prévu, comme l'atteste le tableau ci-dessous.

		BUDGET INITIAL		BUDGET EXÉCUTÉ		Taux d'exécution	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
TOTAL PROJETS FLÉCHÉS							
FORMATION	NCU-RITM	1 485 000	1 440 621	54 788	43 817	4%	3%
	PEPITE	27 045	52 589	46 931	57 599	174%	110%
PÔLES MEDICAUX	SANTÉ - FIN DE VIE	-	-	56 521	56 492		
	PÔLE SANTÉ PUBLIQUE	-	-	38 671	37 271		
RECHERCHE	AFOSR USA	83 506	81 524	57 654	55 161	69%	68%
	ANR	2 458 368	2 383 572	604 648	543 739	25%	23%
	CONTRATS DOCTORAUX JCE	198 828	198 828	262 489	262 489	132%	132%
	CONTRATS DOCTORAUX REGION	1 182 763	1 182 763	773 118	789 596	65%	67%
	EUR-EIPHI	732 600	715 827	116 720	70 406	16%	10%
	H2020	1 724 582	1 671 371	201 977	196 930	12%	12%
	ISITE	7 607 052	7 708 227	2 610 454	2 481 130	34%	32%
TOTAL PROJETS FLÉCHÉS		15 499 744	15 435 321	4 823 971	4 594 628	31%	30%

Ainsi, 2 projets nouveaux ont été engagés en 2018 avec la Plateforme Nationale Fin de Vie et le Pôle Régional de Santé Publique.

Notons par ailleurs que le projet NCU-RITM fonctionne par versement aux établissements, ce qui n'était pas envisagé initialement. Les versements seront effectifs à partir de 2019.

Le taux de consommation des CP est directement corrélé au taux de consommation des AE, en conséquence, le solde budgétaire est plus élevé que prévu soit 13 178 418 €.

Le conseil d'administration est amené à se prononcer sur le tableau 2 des autorisations budgétaires, étant précisé que le tableau 3 sur les dépenses par destination et sur les recettes par origine (soumis pour information de l'organe délibérant) a vocation à compléter, par son niveau de détail, le tableau 2.

3-Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine

Tableau 3 : Dépenses par destination et recettes par origine

(Présenté pour information à l'organe délibérant)

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue	1 012 128	1 012 128	581 115	623 260	12 770	13 620	1 606 013	1 649 008
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence							0	0
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master			42 065	90 065			42 065	90 065
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	1 012 128	1 012 128	539 050	533 195	12 770	13 620	1 563 948	1 558 943
Recherche	1 689 118	1 689 118	1 295 080	1 115 476	387 007	316 308	3 371 205	3 120 902
D106 - Rech univ science vie	297 468	297 468	254 341	230 498	13 045	29 037	564 855	557 004
D107 - Rech univ maths	477 677	477 677	128 153	114 866	46 794	45 576	652 623	638 119
D108 - Rech univ phys chimie	260 059	260 059	259 025	167 245	158 180	145 625	677 263	572 929
D109 - Rech univ phys nucl	144 344	144 344	0	0	0	0	144 344	144 344
D110 - Rech univ science terre	147 325	147 325	149 081	112 955	38 802	38 802	335 208	299 082
D111 - Rech univ science homme	63 126	63 126	35 930	32 049	0	0	99 056	95 175
D112 - Rech univ Transvers	299 119	299 119	468 550	457 862	130 186	57 268	897 855	814 249
Soutien et support	321 614	321 614	753 839	662 302	280 781	288 618	1 356 235	1 272 535
D105 - Bibliothèques et documentation							0	0
D113 - Diffusion des savoirs et musées	10 375	10 375	57 394	53 603	0	0	67 769	63 978
D114 - Immobilier	0	0	98 340	88 598	39 390	19 607	137 730	108 205
D115 - Pilotage et support	311 239	311 239	598 105	520 101	241 391	269 012	1 150 736	1 100 352
Étudiants	1 233	1 233	29 024	37 839	0	0	30 257	39 072
D201 - Aides directes aux étudiants			173	194			173	194
D202 - Aides indirectes	1 233	1 233	28 851	37 646			30 084	38 878
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives							0	0
Total	3 024 094	3 024 094	2 659 059	2 438 878	680 558	618 546	6 363 711	6 081 517

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	Recettes de l'organisme								Total
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public-	217 000								217 000
Droits d'inscription									0
Formation continue, diplômes propres et VAE									0
Taxe d'apprentissage									0
Contrats et prestations de recherche hors ANR									0
Valorisation									0
ANR investissements d'avenir							14 668 361		14 668 361
ANR hors investissements d'avenir							424 062		424 062
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région							319 415		319 415
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne							3 157 032		3 157 032
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres				15 000			74 321		89 321
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs									0
Autres recettes					377 371		7 373		384 744
Total	217 000	0	0	15 000	377 371	0	18 650 564	0	19 259 935

C

Solde budgétaire (déficit)	13 178 418
----------------------------	------------

4-Le tableau d'équilibre financier

Ce tableau retrace le total des financements et des besoins, qui s'élève à 17 206 906 €. L'excédent budgétaire (13 178 418 €) se décompose en 13 727 229 € d'opérations fléchées (voir détail du tableau des recettes fléchées) et 787 006 € de prélèvement sur trésorerie globalisée. Ce tableau retrace également des décaissements non budgétaires à hauteur de 39 356 € et des encaissements non budgétaires pour 4 028 488 € qui incluent des encaissements réalisés la dernière semaine de 2017 et qui n'ont pas rapprochés budgétairement. L'abondement de la trésorerie est de 12 940 923 €.

TABLEAU 4
Equilibre financier

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Compte financier 2017	Budget Initial 2018	Compte financier 2018	Compte financier 2017	Budget Initial 2018	Compte financier 2018	
BESOINS				FINANCEMENTS			
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	638 123		0	0	4 044 281	13 178 418	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
<i>dont Budget Principal</i>							<i>dont Budget Principal</i>
<i>dont Budget Annexe</i>							<i>dont Budget Annexe</i>
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)							Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**		2 851 456	4 226 627		2 851 456		Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements non budgétaires (e1)	3 776		39 356	651 884		4 028 488	Autres encaissements non budgétaires (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	641 899	2 851 456	4 265 983	651 884	6 895 737	17 206 906	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)	9 985	4 044 280	12 940 923	0	0	0	PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***</i>	0	5 102 498	13 727 930	481 593	0	0	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***</i>
<i>dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)</i>	491 578			0	1 058 218	787 006	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)</i>
<i>dont Abondement de la trésorerie non budgétaire</i>							
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	651 884	6 895 736	17 206 906	651 884	6 895 737	17 206 906	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)

5-Le tableau d'Opérations pour compte de tiers

Les opérations pour compte de tiers concernent 2 projets de recherche H2020 dont UBFC est coordinateur, et des versements aux établissements membres au titre des actions ISITE et EUR-EIPHI. L'encaissement n'a pas encore fait l'objet d'un retraitement en opérations pour compte de tiers.

Tableau 5
Opérations pour le compte de tiers

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Décaissements	Encaissements
FCS		Versement FCS pour labex	1 424 951	0
ISITE MASTERS		Versements EM	590 351	0
LIMQUET		Coordination H2020- parten	2 077 090	0
STORIES		Coordination H2020- parten	134 235	0
TOTAL			4 226 627	0

Il convient de mentionner que les déclarations de TVA n'ont pas été faites en 2018, mais que le dossier est en cours de régularisation. Il est prévu que l'Établissement récupère la TVA collectée sur certains projets de recherche (solde créditeur).

6-Tableau de la Situation patrimoniale

Tableau 6
Situation patrimoniale

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	C fin 2017	Budget ini. 2018	C fin 2018	PRODUITS	C fin 2017	Budget ini. 2018	C fin 2018
Personnel	563 741,03	4 698 091,60	2 977 451,70	Subventions de l'Etat		60 418,00	3 193 924,52
<i>dont charges de pensions civiles*</i>		232 234,11		Fiscalité affectée		0,00	
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	1 534 023,82	11 099 484,61	2 658 783,17	Autres subventions	2 260 370,11	14 769 094,81	2 647 792,52
				Autres produits	0,00	1 134 921,58	100 694,57
TOTAL DES CHARGES (1)	2 097 764,85	15 797 576,21	5 636 234,87	TOTAL DES PRODUITS (2)	2 260 370,11	15 964 434,39	5 942 411,61
<i>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</i>	<i>162 605,26</i>	<i>166 858,18</i>	306 176,74	<i>Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)</i>			
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	2 260 370,11	15 964 434,39	5 942 411,61	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	2 260 370,11	15 964 434,39	5 942 411,61

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

0

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)	C fin 2017	Budget ini. 2018	C fin 2018
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	162 605,26	166 858,18	306 176,74
+ (C 68) dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	31 977,37	637 000,00	128 613,39
- (C 78) reprises sur amortissements, dépréciations et provisions			
+ (C 675) valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			
- (C 775) produits de cession d'éléments d'actifs			
- (C 777) quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	-18 421,52	-577 625,58	-99 623,57
= CAF ou IAF*	176 161,11	226 232,60	335 166,56

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	C fin 2017	Budget ini. 2018	C fin 2018	RESSOURCES	C fin 2017	Budget ini. 2018	C fin 2018
Insuffisance d'autofinancement*				Capacité d'autofinancement*	176 161,11	226 232,60	335 166,56
Investissements	269 724,58	2 265 161,00	718 408,32	Financement de l'actif par l'État			373 282,46
				Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	311 479,02	2 050 754,86	217 403,97
				Autres ressources			
Remboursement des dettes financières				Augmentation des dettes financières			
TOTAL DES EMPLOIS (5)	269 724,58	2 265 161,00	718 408,32	TOTAL DES RESSOURCES (6)	487 640,13	2 276 987,46	925 852,99
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	217 915,55	11 826,46	207 444,67	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)		0,00	0,00

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	C fin 2017	Budget ini. 2018	C fin 2018
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	217 915,55	11 826,46	207 444,67
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	207 931,28	-4 032 454,80	-12 734 548,61
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT	9 984,27	4 044 281,26	12 941 993,28
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	456 602,02	153 974,97	664 046,69
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-5 163 921,56	-8 467 536,08	-17 898 470,16
Niveau de la TRESORERIE	5 620 523,58	8 621 511,04	18 562 516,85



Le résultat, la capacité d'autofinancement et l'apport au fonds de roulement

Le **résultat 2018** s'élève à **306 176,74 €**. Le taux d'excédent sur les produits est de **5,15 %**, supérieur au seuil d'alerte qui se situe à 2 %.

La **capacité d'autofinancement** est de **335 166,56 €** ce qui donne un taux d'autofinancement par rapport aux produits encaissables de **5,64 %**, taux qui permettra à UBFC d'investir ou de constituer un fonds de roulement.

L'apport au fonds de roulement 2018 s'élève à **207 444,67 €**. Le fonds de roulement 2018 (664 046,69 €), correspond à 43 jours de charges décaissables.

Depuis sa création le 1^{er} avril 2015, la COMUE UBFC génère des résultats positifs, une capacité d'autofinancement qui lui permet d'investir, et des apports au fonds de roulement, avec un fonds de roulement qui se constitue d'année en année.

7- Plan de trésorerie

Tableau 7
Plan de trésorerie - compte financier 2018

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

(€ TTC)	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	Variation de la trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	5 620 523,58	8 761 508,05	8 531 104,70	8 421 726,73	17 288 242,63	16 934 869,81	14 131 415,03	13 771 548,03	18 503 908,73	18 733 661,22	18 656 297,03	18 651 980,73	12 940 922,27
<i>dont placements = total du C_50</i>													
ENCAISSEMENTS													
A1. Recettes budgétaires globalisées	150 105,00	0,00	0,00	65 105,00	0,00	1 300,00	68 799,00	20 000,00	100 000,00	169 062,00	15 000,00	20 000,00	609 371,00
Subvention pour charges de service public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	217 000,00	217 000,00
Autres financements de l'Etat	65 105,00	0,00	0,00	65 105,00	0,00	0,00	47 728,00	0,00	0,00	39 062,00	0,00	-217 000,00	0,00
Fiscalité affectée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres financements publics	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
Recettes propres	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 300,00	21 071,00	20 000,00	100 000,00	130 000,00	15 000,00	20 000,00	377 371,00
A2. Recettes budgétaires fléchées	2 980 264,84	54 161,00	170 705,00	8 875 762,00	51 000,00	19 743,00	200 603,70	4 849 201,00	1 065 163,00	24 750,00	155 588,64	203 621,82	18 650 564,00
Financements de l'Etat fléchés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres financements publics	105 037,00	54 161,00	89 505,00	8 875 762,00	51 000,00	19 743,00	0,00	4 849 201,00	1 065 163,00	0,00	154 271,25	3 386 720,75	18 650 564,00
Recettes propres fléchées	2 875 227,84	0,00	81 200,00	0,00	0,00	0,00	200 603,70	0,00	0,00	24 750,00	1 317,39	-3 183 098,93	0,00
A3. Opérations non budgétaires	199 265,00	177 668,86	62 583,00	211 587,44	52 758,33	145 450,10	75 638,78	194 297,00	115 765,61	270 837,47	789 230,54	1 733 405,49	4 028 487,62
Nouveaux emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers (encaissement)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres encaissements sur comptes de tiers	199 265,00	177 668,86	62 583,00	211 587,44	52 758,33	145 450,10	75 638,78	194 297,00	115 765,61	270 837,47	789 230,54	1 733 405,49	4 028 487,62
A TOTAL	3 329 634,84	231 829,86	233 288,00	9 152 454,44	103 758,33	166 493,10	345 041,48	5 063 498,00	1 280 928,61	464 649,47	959 819,18	1 957 027,31	23 288 422,62
DECAISSEMENTS													
B1. Enveloppes hors recettes fléchées	15 910,54	149 802,26	49 976,94	40 108,30	178 711,01	64 075,46	251 217,05	40 998,50	85 988,99	63 171,34	123 611,38	95 309,91	1 158 881,68
Personnel	15 279,04	10 798,06	13 571,13	9 823,48	18 652,12	12 247,86	43 601,87	16 071,61	5 633,83	15 119,50	7 392,55	15 689,25	183 880,30
Fonctionnement	631,50	139 004,20	26 400,64	30 284,82	157 954,19	51 827,60	207 615,18	24 926,89	80 355,16	47 350,66	113 570,36	61 152,90	941 074,10
Intervention	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	0,00	0,00	10 005,17	0,00	2 104,70	0,00	0,00	0,00	0,00	701,18	2 648,47	18 467,76	33 927,28
B2. Dépenses sur recettes fléchées	172 739,83	274 867,48	291 789,03	245 788,84	278 420,14	279 927,02	363 114,93	290 138,80	441 706,13	478 842,32	840 524,10	964 776,78	4 922 635,40
Personnel	164 739,83	162 414,81	161 436,66	183 695,97	169 782,51	192 732,01	197 662,21	197 342,21	215 218,82	224 903,67	500 365,96	469 918,55	2 840 213,21
Fonctionnement	8 000,00	70 154,22	122 919,11	59 446,87	78 392,83	71 848,95	100 714,34	37 348,74	114 064,20	163 133,60	244 936,27	426 844,30	1 497 803,43
Intervention	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	0,00	42 298,45	7 433,26	2 646,00	30 244,80	15 346,06	64 738,38	55 447,85	112 423,11	90 805,05	95 221,87	68 013,93	584 618,76
B3. Opérations non budgétaires	0,00	37 563,47	900,00	41,40	0,00	2 625 945,40	90 576,50	0,00	523 481,00	0,00	0,00	987 475,50	4 265 983,27
Remboursements d'emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers (décaissement)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 625 319,50	90 351,50	0,00	523 481,00	0,00	0,00	987 475,50	4 226 627,50
TVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres décaissements sur comptes de tiers	0,00	37 563,47	900,00	41,40	0,00	625,90	225,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 355,77
B TOTAL	188 650,37	462 233,21	342 665,97	285 938,54	457 131,15	2 969 947,88	704 908,48	331 137,30	1 051 176,12	542 013,66	964 135,48	2 047 562,19	10 347 500,35
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	3 140 984,47	-230 403,35	-109 377,97	8 866 515,90	-353 372,82	-2 803 454,78	-359 867,00	4 732 360,70	229 752,49	-77 364,19	-4 316,30	-90 534,88	12 940 922,27
SOLDE CUMULE (1) + (2)	8 761 508,05	8 531 104,70	8 421 726,73	17 288 242,63	16 934 869,81	14 131 415,03	13 771 548,03	18 503 908,73	18 733 661,22	18 656 297,03	18 651 980,73	18 561 445,85	= total de la classe 5
* Variation de trésorerie correspondant à celle du tableau d'équilibre financier												<i>dont trésorerie fléchée = A2 - B2</i>	13 727 928,60
												<i>dont trésorerie globalisée=</i>	-549 510,68
												<i>dont trésorerie sur op. non budgétaires = A3-</i>	-237 495,65



Le **solde de trésorerie** en 2018 est de 18 562 517 €. Au 31/12/2017, il était de 5 620 523 €.

La variation entre le début et la fin d'année est de 12 941 993 €.

Il convient de noter un décalage de 1 071 € entre ce qui relève du plan de trésorerie (Tableau budgétaire T7) et la balance comptable, correspondant à un chèque en cours d'encaissement au 31/12/2018.

Si le budget initial prévoyait de consommer 1 419 862 €, l'excédent budgétaire réalisé en 2018 - 13 178 418 € - a permis d'abonder la trésorerie.

Tb8- Opérations liées aux recettes fléchées

Tableau 8
Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées *

	Antérieures à N non dénouées	2017	2 018	<i>Budget initial</i>	
				2019	2 020
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)					
Recettes fléchées (b)	5 192 500	671 011	18 650 564	13 207 600	0
Financements de l'État fléchés					
Autres financements publics fléchés (ISITE-BFC)	5 000 000		13 697 806	7 181 042	0
Autres financements publics fléchés	192 500	551 837	4 952 758	5 854 558	0
Recettes propres fléchées		119 174	0	172 000	
Dépenses sur recettes fléchées (c)	71 087	1 152 604	4 594 628	14 639 712	0
Personnel					
AE=CP	34 044	418 450	2 839 963	8 822 621	0
Fonctionnement					
AE	43 744	697 896	1 593 743	5 199 841	0
CP	26 316	585 593	1 438 357	5 129 563	0
Investissement					
AE	10 727	233 086	390 265	1 110 289	0
CP	10 727	148 560	316 308	687 528	0
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	5 121 413	-481 593	14 055 936	-1 432 112	0

T-11 UMR
TABLEAU RETRAÇANT LES MOYENS DES UNITÉS MIXTES DE RECHERCHE

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT SANS OBJET

		Moyens de l'établissement		Moyens hors budget de l'établissement					
				Organisme de recherche A		Partenaire B		Partenaire N	
UMR 1	Personnel		Emplois		Emplois		Emplois		Emplois
	Fonctionnement								
	Investissement								
UMR 2	Personnel		Emplois		Emplois		Emplois		Emplois
	Fonctionnement								
	Investissement								
...									
UMR n	Personnel		Emplois		Emplois		Emplois		Emplois
	Fonctionnement								
	Investissement								

TABLEAU
Synthèse budgétaire et comptable

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Compte financier 2018
Stocks initiaux	1 Niveau initial de restes à payer	393 404,76
	2 Niveau initial du fonds de roulement	456 602,02
	3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement	- 5 163 921,56
	4 Niveau initial de la trésorerie	5 620 523,58
	4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée	4 639 820,05
4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	980 703,53	
Flux de l'année	5 Autorisations d'engagement	6 363 710,16
	6 Résultat patrimonial	306 176,74
	7 Capacité d'autofinancement (CAF)	335 166,56
	8 Variation du fonds de roulement	207 444,67
	9 Opérations bilancielle non budgétaires	SENS -
	Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / - -
	Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+ -
	Cautionnements et dépôts	- -
	10 Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires	SENS -
	Variation des stocks	+ / - -
	Production immobilisée	+ -
	Charges sur créances irrécouvrables	- -
	Produits divers de gestion courante	+ -
	11 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	SENS -
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -
Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	
Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	
12 Solde budgétaire =	13 178 418,12	
12.a Recettes budgétaires	19 259 934,79	
12.b Crédits de paiement	6 081 516,67	
13 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations au nom et pour le compte de tiers	3 989 131,85	
14 Décalages de flux de trésorerie liés aux autres encaissements / décaissements sur comptes de tiers	- 4 226 627,50	
15 Variation de la trésorerie = 12 - 13 - 14	12 941 993,27	
15.a dont variation de la trésorerie fléchée	13 727 928,60	
15.b dont variation de la trésorerie non fléchée	- 785 935,33	
16 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13 + 14	- 12 734 548,60	
17 Restes à payer	282 193,49	
Stocks finaux	18 Niveau final de restes à payer	675 598,25
	19 Niveau final du fonds de roulement	664 046,69
	20 Niveau final du besoin en fonds de roulement	- 17 898 470,16
	21 Niveau final de la trésorerie	18 562 516,85
	21.a dont niveau final de la trésorerie fléchée	18 367 748,65
21.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée	194 768,20	



CONCLUSION ET PROJET DE DÉLIBÉRATION

Vu les articles 202 et 210 à 214 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Etant entendu la nécessité d'ajuster le niveau du fonds de roulement au 31 décembre 2016 à hauteur de 238 686,47 € et non 235 433,25 €,

Article 1 :

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- 73,29 ETPT dont 1 ETPT sous plafond et 72,29 ETPT hors plafond
- 6 363 710 € d'autorisations d'engagement
- 6 081 517 € de crédits de paiement
- 19 259 935 € de recettes
- 13 178 418 € de solde budgétaire positif.

Article 2 :

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution comptable suivants :

- 12 941 993 € de variation de trésorerie
- 306 177 € de résultat patrimonial
- 335 167 € de capacité d'autofinancement
- 207 445 € de variation de fonds de roulement

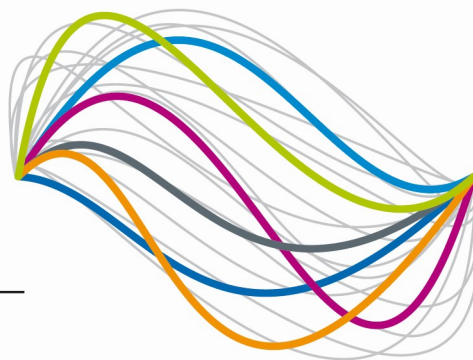
Article 3 :

Le conseil d'administration décide d'affecter le résultat à hauteur de 306 177 € en réserves.

Les tableaux des emplois (tableau 1), des autorisations budgétaires (tableau 2), de l'équilibre financier (tableau 4), de la situation patrimoniale (tableau 6), le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont joints à la présente délibération.

UBFC

UNIVERSITÉ
BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ



COMPTE FINANCIER 2018

- Rapport de l'agent comptable	page 2
- Bilan de l'exercice 2018	page 3
- Compte de résultat de l'exercice 2018	page 6
- Annexe des comptes annuels :	page 9
I. Faits caractéristiques, comparabilité des exercices,	page 10
II. Notes relatives aux postes du bilan	page 12
III. Notes relatives au compte de résultat	page 20
IV. Mise en perspective des indicateurs	page 21
V. Les stocks et flux de trésorerie	page 22

RAPPORT DE L'AGENT COMPTABLE

1. Le fonctionnement du poste comptable

L'agent comptable est en poste depuis octobre 2016 dans le cadre d'une adjonction de service. Aucune convention n'a été établie entre l'ordonnateur et l'agent comptable. L'agence comptable n'assure pas la mission de service facturier.

Aucune procédure de réquisition n'a été engagée en 2018.

Depuis octobre 2017, un agent de catégorie C a été affecté à l'agence comptable dans les locaux du siège d'UBFC.

L'établissement n'étant pas RCE, les comptes annuels ne sont pas soumis à la certification par des commissaires aux comptes.

La rémunération des agents sur budget propre s'effectue dans le cadre d'une convention de paie à façon avec la DDFIP25.

2. Le système d'information : toujours un point de fragilité

Le système d'information financière est le logiciel GFC-Cocktail (suite Jefyco) de l'association Cocktail. Le SI gère la fonction budgétaire (dépenses, recettes, missions), la paie (avec les fonctionnalités RH) et la comptabilité générale. Le plan de trésorerie est suivi manuellement, en temps réel, sur la base du traitement des relevés de compte. **Les tableaux GBCP sont remplis manuellement sur la base d'extraction du logiciel.**

Les objets de gestion, prévus par les dossiers de prescriptions générales dans le cadre de la mise en place de la réforme GBCP, ne sont pas tous disponibles dans l'outil (exemple : le titre d'avance). Certaines tâches sont semi-automatisées (consommation des crédits de paiement dans certaines opérations) avec les risques inhérents à ce type de fonctionnement.

L'inventaire (patrimoine) est suivi dans un tableur. L'absence de logiciel déployé, outre les risques de perte de données et les questions liées à la quérabilité des données, génère des erreurs dans les écritures de dotations aux amortissements et de financements externes de l'actif. Le déploiement est prévu en 2019 et donnera lieu à des écritures de corrections.

Dans le cadre de la dématérialisation des factures via la plateforme Chorus Portail Pro (CCP), le SI ne permet d'intégrer le flux automatiquement. Les factures sont donc imprimées depuis CCP pour être réintégrées dans une chaîne papier.

Le bilan et le compte de résultat compte tenu d'une absence d'automatisation ont été élaborés semi-manuellement sur la base de la balance arrêtée.

3. La maîtrise des risques comptables et financiers et la qualité comptable

Aucune démarche de contrôle interne comptable (cartographie, plan d'actions, etc.) n'est à ce jour engagée. La qualité des comptes apparaît très largement perfectible tant dans l'organisation du plan de compte que dans le rattachement à l'exercice notamment pour les produits en lien avec des opérations de recherche.

LE BILAN DE L'EXERCICE 2018

BILAN - Partie ACTIF

ACTIF	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENTS	MONTANT NET	TOTAUX
		ET PROVISIONS		EX.ANTERIEUR
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	37 393,78	4 958,51	32 435,27	5 022,05
Immobilisations corporelles	1 032 898,50	166 661,23	866 237,27	303 855,55
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations techniques, matériels, et outillages	487 194,09	58 648,91	428 545,18	38 296,56
Collections	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens historiques et culturels	0,00		0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	545 704,41	108 012,32	437 692,09	265 558,99
Immobilisations mises en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes sur commandes	0,00		0,00	0,00
Immobilisations grevées de droits	0,00		0,00	0,00
Immobilisations corporelles (biens vivants)	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	1 070 292,28	171 619,74	898 672,54	308 877,60
ACTIF CIRCULANT				
Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances	12 492 829,46	0,00	12 492 829,46	1 420 918,92
Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la commission européenne	7 611 374,72		7 611 374,72	1 301 767,65
Créances clients et comptes rattachés	490 308,56	0,00	490 308,56	117 261,90
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00		0,00	0,00
Avances et acomptes versés sur commandes	0,00		0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00		0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs	4 391 146,18	0,00	4 391 146,18	1 889,37
Charges constatées d'avance (dont prime de	0,00		0,00	952,80
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)	12 492 829,46	0,00	12 492 829,46	1 421 871,72
TRESORERIE				
Valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00
Disponibilités	18 562 516,85		18 562 516,85	5 620 523,58
Autres	0,00		0,00	0,00
TOTAL TRESORERIE	18 562 516,85	0,00	18 562 516,85	5 620 523,58
Comptes de régularisation	0,00		0,00	0,00
Ecart de conversion Actif	0,00		0,00	0,00
TOTAL GENERAL	32 125 638,59	171 619,74	31 954 018,85	7 351 272,90

BILAN - Partie PASSIF

	PASSIF	MONTANT	TOTAUX EX.ANTERIEUR
FONDS PROPRES			
	Financements reçus	883 594,55	392 531,69
	Financement de l'actif par l'Etat	389 979,07	80 304,04
	Financement de l'actif par des tiers	493 615,48	312 227,65
	Fonds propres des fondations	0,00	0,00
	Ecarts de réévaluation	0,00	0,00
	Réserves	372 947,93	210 342,67
	Report à nouveau	0,00	0,00
	Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	306 176,74	162 605,26
	Provisions réglementées	0,00	0,00
	TOTAL FONDS PROPRES	1 562 719,22	765 479,62
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
	Provisions pour risques	0,00	0,00
	Provisions pour charges	0,00	0,00
	TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	0,00	0,00
	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires	0,00	0,00
	Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	0,00	0,00
	Dettes financières et autres emprunts	0,00	0,00
	TOTAL DES DETTES FINANCIERES	0,00	0,00
	DETTES NON FINANCIERES		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	562 036,94	250 689,57
	Dettes fiscales et sociales	0,00	0,00
	Avances et acomptes reçus	25 194 509,17	5 685 749,71
	Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (disp	0,00	0,00
	Autres dettes non financières	4 634 753,52	649 354,00
	Produits constatés d'avance	0,00	0,00
	TOTAL DETTES NON FINANCIERES	30 391 299,63	6 585 793,28
	TRESORERIE		
	Autres éléments de trésorerie passive	0,00	0,00
	TOTAL TRESORERIE	0,00	0,00
	Comptes de régularisation	0,00	0,00
	Ecarts de conversion Passif	0,00	0,00
	TOTAL GENERAL	31 954 018,85	7 351 272,90

LE COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2018

Compte de résultat - Partie CHARGES

CHARGES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats	12 009,65	21 675,35
Consommation de marchandises et approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de service par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation des stocks	2 167 117,76	909 572,87
Charges de personnel		
Salaires, traitements et rémunérations diverses	2 164 766,48	418 399,42
Charges sociales	809 948,31	146 832,44
Intéressement et participation	0,00	0,00
Autres charges de personnel	2 736,91	158,50
Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)	350 842,38	565 439,30
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés	128 613,38	31 977,37
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	5 636 034,87	2 094 055,25
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositif d'intervention pour compte propre		
Transfert aux ménages	0,00	0,00
Transfert aux entreprises	0,00	0,00
Transfert aux collectivités territoriales	0,00	0,00
Transfert aux autres collectivités	0,00	0,00
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme	0,00	0,00
Dotations aux provisions et dépréciations	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	0,00	0,00
Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations)	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	5 636 034,87	2 094 055,25
CHARGES FINANCIÈRES		
Charges d'intérêt	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Pertes de change	0,00	0,00
Autres charges financières	200,00	3 709,60
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	200,00	3 709,60
Impôt sur les sociétés	0,00	0,00
RESULTAT DE L'ACTIVITE (BENEFICE)	306 176,74	162 605,26
TOTAL CHARGES	5 942 411,61	2 260 370,11

Compte de résultat - Partie PRODUITS

PRODUITS	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)	5 841 717,04	2 241 948,59
Subventions pour charges de service public	112 428,00	0,00
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	5 729 289,04	2 241 948,59
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Produits de la fiscalité affectée	0,00	0,00
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)	1 071,00	0,00
Ventes de biens ou prestations de services	0,00	0,00
Produits de cessions d'éléments d'actif	0,00	0,00
Autres produits de gestion	1 071,00	0,00
Production stockée et immobilisée	0,00	0,00
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public		
Autres produits	99 623,57	18 421,52
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionn	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif	99 623,57	18 421,52
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	5 942 411,61	2 260 370,11
PRODUITS FINANCIERS		
Produits des participations et des prêts	0,00	0,00
Produits nets sur cessions des immobilisations financières		
Intérêts sur créances non immobilisées	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Gains de change	0,00	0,00
Autres produits financier	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	0,00	0,00
RESULTAT DE L'ACTIVITE (PERTE)	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS	5 942 411,61	2 260 370,11

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS EXERCICE 2018

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos 2018, et au compte de résultat de l'exercice dégagant un excédent de 306 K€

L'exercice d'une durée de douze mois est clos au 31 décembre 2018.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par l'agent comptable et l'administrateur provisoire d'UBFC.

I. Faits caractéristiques, comparabilité des exercices, principes comptables et méthodes d'évaluation

1. Les faits caractéristiques de l'exercice 2018

Aucun fait caractéristique n'est à signaler au titre de l'exercice 2018.

2. Comparabilité des comptes

UBFC applique le nouveau référentiel comptable constitué du recueil des normes comptables des établissements publics (RNCEP), l'instruction commune et le plan de comptes commun (Instruction codificatrice M9).

3. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect de la réglementation en vigueur et du principe de prudence. Elles s'inscrivent dans le cadre des hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, (à l'exception des changements de méthodes éventuellement mentionnés ci-dessus).

Elles sont conformes aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

3.1 Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées :

- A leur coût d'acquisition pour les biens acquis à titre onéreux (y compris les frais accessoires),
- A leur coût de production pour les biens produits par l'établissement,
- A leur valeur vénale, après estimation, pour les biens acquis à titre gratuit ou reçus en dotation ou en affectation.
- Les logiciels acquis sont évalués à leur valeur d'acquisition.

Les acquisitions dont la valeur unitaire est inférieure à 500 € HT sont comptabilisées en charge.

3.2 Les dotations aux amortissements :

La méthode normale d'évaluation des dotations aux amortissements est le prorata temporis linéaire.

3.3 Les créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

3.4 Les charges à payer et produits à recevoir

Les charges à payer correspondent principalement :

- Aux dépenses de fonctionnement et d'investissement de l'exercice dont la prestation a été réalisée mais pas encore payée car la facture n'a pas été reçue à la clôture,
- Attention, les congés et les CET (passifs sociaux) ne font pas l'objet de comptabilisation et de provision.

Les produits à recevoir correspondent principalement :

- Aux subventions à recevoir (opérations pluriannuelles au titre des dispositifs de recherche)

II Notes relatives aux postes du bilan

1. Le tableau des provisions :

Aucune provision n'a été constituée au titre de l'exercice 2018.

1. Tableau des Provisions					
Rubriques et postes	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
			Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions réglementées					
Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers					
Provisions pour investissement (participation des salariés)					
Provisions pour hausse de prix					
Provisions réglementées relatives aux autres éléments de l'actif					
Amortissements dérogatoires					
Provision spéciale de réévaluation					
Plus-values réinvesties (assimilées à des amortissements dérogatoires)					
Autres provisions réglementées					
Provisions pour risques					
Provisions pour litiges	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour pertes sur contrat	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour risques d'emploi					
Autres provisions pour risques	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour charges					
Provisions pour pensions obligatoires similaires	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour impôts	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour renouvellement des immobilisations (établissement concessionnaire)					
Provisions pour travaux à répartir					
Provisions pour gros entretien ou grandes révisions	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour remises en état	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour CET	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour CET - Charges sociales et fiscales	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour allocation perte d'emploi et indemnités de licenciement	0,00	0,00	0,00		0,00
Autres provisions pour charges	0,00	0,00	0,00		0,00
Total des provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

2. Le tableau des dépréciations : état néant

Aucune dépréciation n'a été constatée au titre de l'exercice 2018 ni au titre des exercices antérieurs.

2. Tableau des dépréciations				
Rubriques et postes	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice
Dépréciations des immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations des stocks et en-cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations des comptes de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations des comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00

3. Le tableau de la variation de stock : état néant

La Comue UBFC ne dispose d'aucun stock qui fait l'objet d'un suivi comptable.

3 Tableau des variations de stocks				
Nature des stocks et des en-cours	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations des stocks en augmentation (entrées)	Variations des stocks en diminution (sorties)	Solde à la clôture de l'exercice
Animaux et végétaux	0,00	0,00	0,00	0,00
Matières premières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
En-cours de production de biens	0,00	0,00	0,00	0,00
En-cours de production de services	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks en voie d'acheminement, mis en dépôt ou donnés en consignation	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00

4. Le tableau des immobilisations

4. Tableau des immobilisations						
Rubriques et postes	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice
		Par virement de poste à poste	Acquisitions/ Mises à disposition /	Par virement de poste à poste	Cessions / Mises au	
Immobilisations incorporelles	5 109,00	0,00	32 284,78	0,00	0,00	37 393,78
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	5 109,00	0,00	32 284,78	0,00	0,00	37 393,78
Droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	346 774,96	0,00	686 123,54	0,00	0,00	1 032 898,50
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations techniques, matériels, et outillage	43 138,37	0,00	444 055,72	0,00	0,00	487 194,09
Collections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	303 636,59	0,00	242 067,82	0,00	0,00	545 704,41
Immobilisations mises en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations grevées de droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles (Biens vivants)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Parts dans des entreprises liées et créances sur des entreprises liées (filiale)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres formes de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances rattachées à des sociétés en participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Versement à effectuer sur titres de participation non libérés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres immobilisés (droit de créance)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAUX	351 883,96	0,00	718 408,32 €	0,00	0,00	1 070 292,28

5. Le tableau des amortissements

En l'absence de logiciel de suivi de l'inventaire en 2018, les données saisies devront être corroborées, en 2019, lors de la saisie dans le logiciel Neptune pour corriger d'éventuelles erreurs d'imputations.

5. Tableau des amortissement				
Rubriques et postes	Cumulés au début de l'exercice	Augmentatins (dotatins de l'exercice)	Diminutions (amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis)	Cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	86,95	4 871,56	0,00	4 958,51
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	86,95	4 871,56	0,00	4 958,51
Droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	42 919,41	123 741,82	0,00	166 661,23
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations techniques, matériels, et outillage	4 841,81	53 807,10	0,00	58 648,91
Collections	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	38 077,60	69 934,72	0,00	108 012,32
Immobilisations mises en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours				
Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations corporelles (Biens vivants)	0,00	0,00	0,00	0,00
Participations et créances rattachées à des participations				
Titres de participation				
Parts dans des entreprises liées et créances sur des entreprises liées (filiale)				
Autres formes de participation				
Créances rattachées à des participations				
Créances rattachées à des sociétés en participation				
Versement à effectuer sur titres de participation non libérés				
Autres immobilisations financières				
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété)				
Titres immobilisés (droit de créance)				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Prêts				
Dépôts et cautionnements versés				
Autres créances immobilisées				
TOTAUX	43 006,36	128 613,38	0,00	171 619,74

6. Le tableau des financements de l'actif

En l'absence de logiciel de suivi de l'inventaire en 2018, les données saisies devront être corroborées, en 2019, lors de la saisie dans le logiciel Neptune pour corriger d'éventuelles erreurs d'imputations.

6. Tableau des financements de l'actif								
Rubriques et postes	Cumul au début de l'exercice	Augmentations		Cellule à masquer	Diminutions			Cumul à la fin de l'exercice
		Financements reçus	Financements reconstitués suite à la reprise de la dépréciation de l'actif financé		Reprise suite à l'amortissement de l'actif financé	Reprise suite à la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à la cession ou mise au rebut de l'actif financé	
FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR L'ETAT	80 304,04	309 675,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	389 979,07
Financements non rattachés à un actif	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
Financements rattachés à un actif	80 304,04	309 675,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	389 979,07
- Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
- Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
- Financement des autres actifs :								
État	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
Agence nationale de la recherche (ANR) - IA	85 309,83	322 399,56	0,00	0,00	0,00		0,00	407 709,39
Autres	-5 005,79	-12 724,53	0,00	0,00	0,00		0,00	-17 730,32
FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR DES TIERS AUTRES QUE L'ETAT	312 227,65	183 430,93	0,00	0,00	2 043,10	0,00	0,00	493 615,48
Financements non rattachés à un actif	312 227,65	183 430,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	495 658,58
- Régions	80 000,00	183 322,66	0,00	0,00		0,00	0,00	263 322,66
- Départements	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Communes et groupements de communes	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Autres collectivités et établissement publics	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Union Européenne	0,00	5 691,38	0,00	0,00		0,00	0,00	5 691,38
- Autres organismes	37 351,58	-5 583,11	0,00	0,00		0,00	0,00	31 768,47
- Autres	194 876,07	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	194 876,07
Financements rattachés à un actif	0,00	0,00	0,00	0,00	2 043,10	0,00	0,00	-2 043,10
- Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
- Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
- Communes et groupements de communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
- Autres collectivités et établissement publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
- Union Européenne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
- Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
- Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	2 043,10		0,00	-2 043,10
TOTAUX	392 531,69	493 105,96	0,00	0,00	2 043,10	0,00	0,00	883 594,55

7. Le tableau des filiales et participations : état néant

Université Bourgogne -Franche-Comté n'a pas de filiale ni ne détient des participations.

7. Tableau des filiales et participations			
Informations financières	Niveau de Contrôle (quote-part détenue)	Àport de fonds effectués (3)	Observations
Filiales et participations (1)			
A. Renseignements concernant les filiales (2)			
1. Filiales françaises	0	0	0
2. Filiales étrangères	0	0	0
B. Renseignements concernant les participations (2)			
1. Participations dans des entités françaises	0	0	0
2. Participations dans des entités étrangères	0	0	0

8. Le tableau des créances

Le tableau des créances n'appelle pas de commentaire particulier.

Les créances détenues sur des tiers publics (7 611 K€) présentent des risques d'irrécouvrabilité faible. Le risque principal porte sur l'éligibilité des charges constatées dans les produits à recevoir. Il s'agit essentiellement des contrats de recherche et des subventions.

Compte tenu de circonstances propres à la fin de l'exercice et afin de respecter le principe de rattachement à l'exercice, certaines opérations n'ont pu être effectuées par titre de recettes et ont été traitées par la technique des produits à recevoir (PAR). Elles devront être extournées en 2019 et intégrées avec l'objet de gestion prévu notamment pour avoir l'impact budgétaire attendu (RE).

8. Tableau des créances			
Rubriques et postes	Montants	Degré de liquidité de l'actif	
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé	0,00	0,00	0,00
- Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00
- Prêts	0,00	0,00	0,00
- Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00
Créances de l'actif circulant	12 492 829,46	0,00	12 492 829,46
- Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	7 611 374,72	0,00	7 611 374,72
- Créances clients et comptes rattachés	490 308,56	0,00	490 308,56
- Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00	0,00	0,00
- Avances et acomptes versés sur commandes	0,00	0,00	0,00
- Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00	0,00
- Créances sur les autres débiteurs	4 391 146,18	0,00	4 391 146,18
- Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	0,00	0,00	0,00
TOTAUX	12 492 829,46	0,00	12 492 829,46

9. Le tableau des dettes

Le tableau des dettes n'appelle pas de commentaire particulier.

Les dettes fournisseurs (562 K€) correspondent aux charges à payer de l'exercice 2018 sur 2019.

Les avances et acomptes reçus correspondent aux avances de trésorerie dans le cadre des opérations pluriannuelles de recherches.

Les autres dettes non financières (4634 K€) correspondent à des soldes en comptes d'attente (compte 4718) qui, compte tenu de circonstances propres à la fin de l'exercice, n'ont pu faire l'objet d'un titre de recette ou d'un titre d'avance.

Le récollement et l'intégration de ces avances générera un décalage en 2019 entre le tableau 2 et le tableau 7.

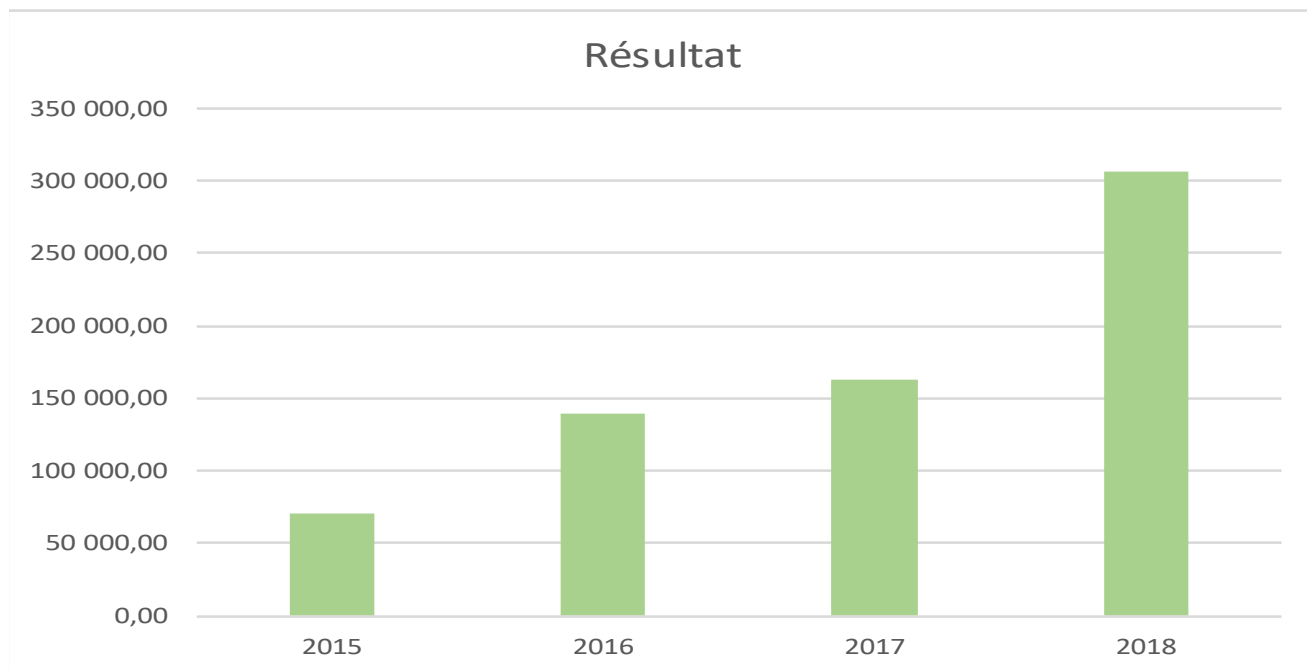
9. Tableau des dettes				
Rubriques et postes	Montants	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Echéance à plus d'5 ans
Dettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00
- Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00	0,00
- Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dettes financières et autres emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
Dettes non financières	30 391 299,63	562 036,94	29 829 262,69	0,00
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	562 036,94	562 036,94	0,00	0,00
- Dettes fiscales et sociales	0,00	0,00	0,00	0,00
- Avances et acomptes reçus	25 194 509,17	0,00	25 194 509,17	0,00
- Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00	0,00	0,00
- Autres dettes non financières	4 634 753,52	0,00	4 634 753,52	0,00
- Produits constatés d'avance	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAUX	30 391 299,63	562 036,94	29 829 262,69	0,00

III. Notes relatives au compte de résultat

Le compte de résultat n'appelle pas d'observation particulière.

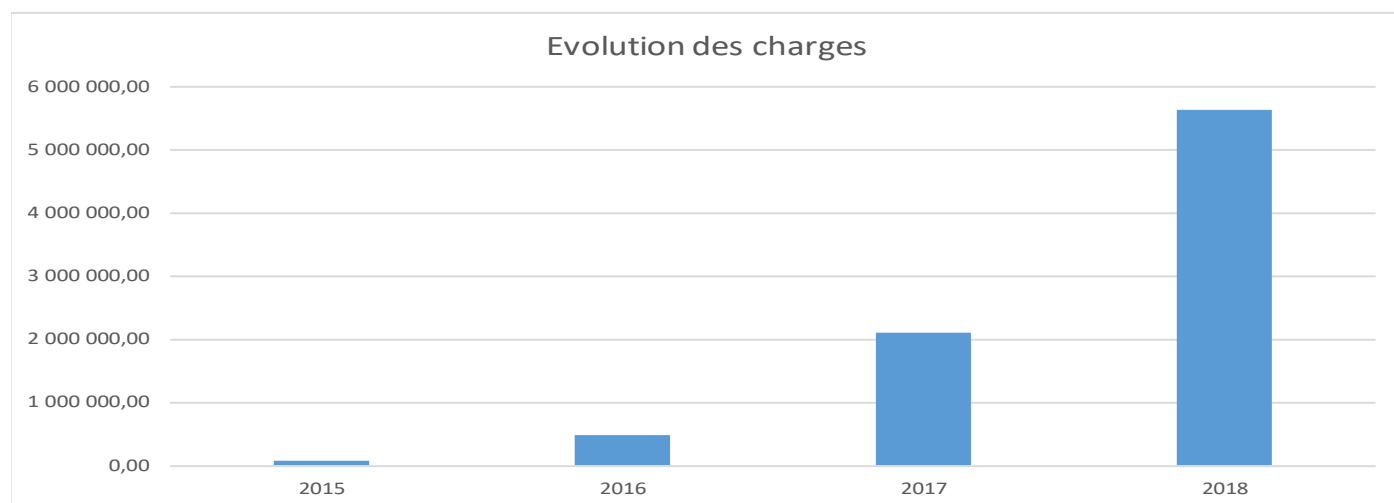
Mise en perspective des résultats patrimoniaux :

	2015	2016	2017	2018
Résultat	70 207,42	140 135,25	162 605,26	306 176,74



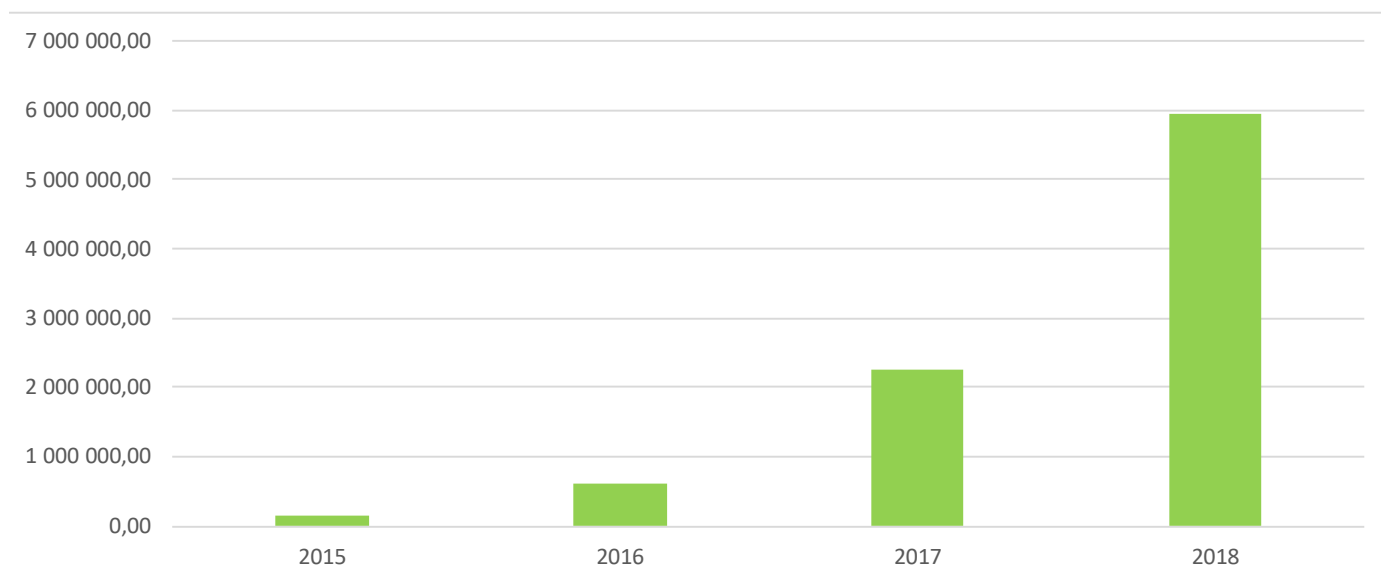
Mise en perspective des charges :

	2015	2016	2017	2018	Variation N-1
Fonctionnement	79 792,58	470 157,68	2 094 055,25	5 636 034,87	169,14%
Intervention	0	0	0	0	
Financières	0	0	3709,6	200	-94,61%
Total	79 792,58	470 157,68	2 097 764,85	5 636 234,87	168,68%



Mise en perspective des produits :

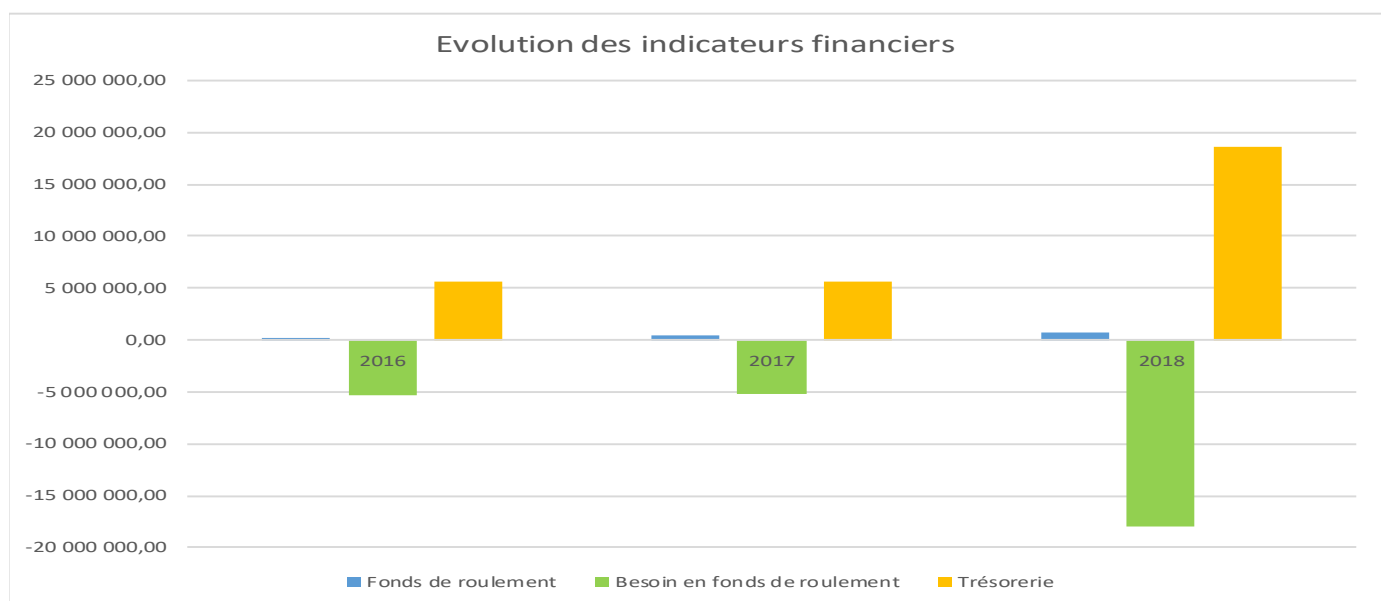
	2015	2016	2017	2018	Variation N-1
Fonctionnement	150 000,00	610 292,93	2 260 370,11	5 942 411,61	162,90%
Financières					
Total	150 000,00	610 292,93	2 260 370,11	5 942 411,61	162,90%



Au terme de l'exercice 2018, la Comue Université Bourgogne Franche Comté dégage un résultat excédentaire de **306 K€**.

IV. Mise en perspectives des indicateurs financiers

	2016	2017	2018	Variation N-1
Fonds de roulement	238 686,47	456 602,02	664 046,68	45,43%
Besoin en fonds de roulement	-5 371 852,84	-5 163 921,56	-17 898 470,17	246,61%
Trésorerie	5 610 539,31	5 620 523,58	18 562 516,85	230,26%



V. Les stocks et les flux de trésorerie

Flux de trésorerie	
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	EXERCICE N
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES AL'ACTIVITE</u>	
ENCAISSEMENTS	19 259 935,00
Produits sans contrepartie directe : subventions et produits assimilés	609 371,00
Produits avec contrepartie directe : produits directs d'activité	18 650 564,00
DECAISSEMENTS	
Charges de fonctionnement	5 462 971,04
Charges de personnel	3 024 093,51
Charges de fonctionnement (hors charges de personnel)	2 438 877,53
Charges d'intervention : dispositifs pour compte propre	0,00
TOTAL (I)	13 796 963,96
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</u>	
ENCAISSEMENTS	0,00
Cessions d'immobilisations incorporelles	0,00
Cessions d'immobilisations corporelles	0,00
Cessions d'immobilisations financières	0,00
Autres opérations	0,00
DECAISSEMENTS	618 546,04
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	
Acquisitions d'immobilisations corporelles	
Acquisitions d'immobilisations financières	0,00
Autres opérations	0,00
TOTAL (II)	-618 546,04
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</u>	
ENCAISSEMENTS	0,00
Dotations en capitaux propres	0,00
Emissions d'emprunts	0,00
Autres opérations	0,00
DECAISSEMENTS	0,00
Remboursements d'emprunts	0,00
Autres opérations	0,00
TOTAL (III)	0,00
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS GERÉES POUR LE COMPTE D'ORGANISMES TIERS</u>	
ENCAISSEMENTS	4 028 487,62
DECAISSEMENTS	4 265 983,27
TOTAL (IV)	-237 495,65
VARIATION DE TRESORERIE (V= I+II+III+IV)	12 940 922,27
TRESORERIE A L'OUVERTURE	5 620 523,58
TRESORERIE A LA CLOTURE	18 562 516,85

Présentation synthétique :

	2015	2016	2017	2018	Variation N-1
Stock au 1er janvier	0	14 409	5 610 539	5 620 524	0,18%
Flux type décaissement	89 623	906 372	3 793 072	10 347 500	172,80%
Flux type encaissement	104 032	6 502 502	3 803 056	23 288 423	512,36%
Stock au 31 décembre	14 409	5 610 539	5 620 524	18 561 446	230,24%
Variation du solde	14 409	5 596 130	9 984	12 940 922	129513,10%

Pour la structure des flux de trésorerie se reporter au tableau 7 « plan de trésorerie » du rapport de l'ordonnateur.